

Jean Moulias, directeur général de l'ONIC de 1982 à 1986, nous a quittés le 4 octobre 2011.

La carrière de ce haut fonctionnaire engagé, tout entière dédiée aux politiques publiques dans le domaine agricole et alimentaire, s'inscrit au cœur des évolutions majeures intervenues pendant les quarante ans qui vont de la mise en place du marché commun aux réformes des années 2000.

Acteur et témoin privilégié de cette période, il a œuvré de façon déterminante à la création et aux premiers travaux de notre comité d'histoire.

Né le 13 janvier 1937, en Algérie, Jean Moulias, diplômé de l'Institut d'Etudes politiques, intègre l'Ecole Nationale d'Administration en 1962 (Promotion Blaise Pascal). A sa sortie de l'ENA en 1964, il est nommé administrateur civil au Ministère de l'Agriculture. Après avoir occupé différents postes dans l'administration centrale et au SGCI (*Secrétariat général du Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, devenu en 2005 Secrétariat général des affaires européennes*), au cabinet de Jacques Duhamel, Ministre de l'Agriculture (1969-1970), et à la représentation permanente de la France auprès des communautés européennes à Bruxelles à partir de 1971, il est nommé en 1976 sous-directeur des productions végétales à la direction de la production au Ministère de l'Agriculture, puis en 1977 chef du service de la production et des marchés. Directeur adjoint en 1981 du Cabinet d'Edith Cresson, Ministre de l'Agriculture, il a été très impliqué dans la préparation de la Loi de 1982 sur les Offices agricoles. Il est ensuite nommé directeur général de l'ONIC (*Office national interprofessionnel des céréales*) (1982-1986). En 1986, il est inspecteur général de l'Agriculture, puis il est nommé en 1989 directeur général de la SOPEXA (*Société pour l'expansion des ventes des produits agricoles et alimentaires*). En 1996, il rejoint le service de l'inspection générale de l'Agriculture, qu'il dirigera jusqu'en janvier 2002, avant de prendre sa retraite en janvier 2003.

Ce bref rappel fait apparaître une carrière riche de postes clés ouverts sur l'ensemble des contextes et des acteurs de cette période : la connaissance du monde agricole et les relations avec ses professionnels, les décisions politiques, les négociations communautaires, la vie de l'administration, la direction d'établissements ou d'organismes de premier plan, l'animation d'un réseau de promotion international, l'analyse des situations et la mise au point de recommandations sur les dossiers les plus sensibles...

Nanti de ce « bagage » et de ce « point de vue » tout à fait unique sur les politiques agricoles et leurs instruments, Jean Moulias a mis son énergie et sa force de conviction au service d'un projet qui lui tenait à cœur : lancer un grand chantier de mémoire sur les Offices d'intervention agricole, à commencer par le plus ancien, l'ONIC, établissement auquel il était resté très attaché car il y voyait un des grands acquis du Front populaire et de la Libération.

Il faut signaler ici que la « fibre » historique et mémorialiste avait été déjà très active au sein de l'ONIC. On notera en particulier l'importante campagne de recueil d'archives orales menée de 1996 à 1998 auprès de dirigeants et de collaborateurs, ainsi qu'auprès de professionnels participant aux instances de l'ONIC, la recherche et la conservation de documents anciens (registres de meunerie, monographies...), et les commémorations de la création de cet établissement.

La réforme des Offices agricoles allait ouvrir un contexte particulier sur lequel Jean Moulias s'appuiera pour élargir et systématiser ces démarches au sein d'une structure pérenne.

En effet, pendant les années 2000, l'ensemble des offices agricoles vit une succession ininterrompue de regroupements et restructurations qui aboutira au déménagement de leurs services dans un immeuble commun, l'Arboreal, à Montreuil en 2007, et à la création de FranceAgriMer et de l'Agence de services et de paiement en 2009. Les causes de ces regroupements sont de plusieurs ordres : la réforme de la politique agricole commune, qui privilégie désormais les politiques transversales aux dépens des anciennes organisations communes de marché par produit ; les enjeux de la modernisation de l'administration ; l'encadrement de plus en plus strict de l'intervention de l'Etat dans son soutien aux activités économiques,... et les coupes budgétaires, bien entendu.

De cette période, deux éléments propices à une dynamique de recueil et de valorisation de la mémoire de ces institutions sont à souligner :

- une période très tendue pour les collaborateurs de ces établissements, quels que soient leur niveau de responsabilité, leur métier, leur expérience ; qu'ils déplorent ces réformes comme un démantèlement aux fins purement budgétaires ou qu'ils y adhèrent comme à une refondation nécessaire. Certains ont « tiré un trait » sur d'éventuels travaux relatifs à leur passé professionnel, mais d'autres ont manifesté leur intérêt pour participer à la recherche et au recueil de sources, qu'ils soient d'ailleurs « nostalgiques » ou « mutants volontaires »...
- une opération administrative fondatrice : le déménagement des Offices à Montreuil a été précédé d'une campagne d'archivage concernant les documents de l'ensemble des établissements regroupés. Cette opération d'envergure a été pilotée par un service commun, issu de l'ONIC, qui était devenu entretemps ONIGC (*Office national interprofessionnel des grandes cultures, avec l'intégration en 2006 du Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre et de la Société interprofessionnelle des oléagineux et protéagineux et cultures textiles*).

Les premières réunions du comité d'histoire de l'ONIC se tiennent début 2009 sous le pilotage énergique, persuasif et foisonnant d'idées de Jean Moulias. Son objectif : inscrire dans la durée un ensemble de travaux (guide des sources, recueil de témoignages oraux, organisation de colloques scientifiques). Pour ce faire, il réunit autour de ce projet des historiens, d'anciens directeurs de l'office, des hauts fonctionnaires, des agents retraités de l'ONIC, en l'« adossant » (terme à la mode !) au service des archives de FranceAgriMer, en y associant les experts des Archives nationales et en s'appuyant sur l'expérience, les méthodes et les acquis du CHEFF (*Comité pour l'histoire économique et financière de la France*). Edgar Leblanc, inspecteur général honoraire de l'agriculture et vice-président de l'Association d'histoire des sociétés rurales, est embarqué dans l'aventure, avec la mission d'assurer le secrétariat des réunions et le suivi des travaux.

Fabien Bova, alors directeur général de FranceAgriMer (et précédemment directeur général de l'ONIGC), soutient cette démarche et accueille le Comité dans les locaux de FranceAgriMer. Il soutient également l'élargissement de ce travail de recueil et valorisation

des sources à l'ensemble des établissements d'intervention agricole. Ainsi, dès fin 2009, un deuxième comité associant des collaborateurs des autres offices, actifs ou retraités, commence à fonctionner, piloté par Jean Moulias avec l'aide d'Edgar Leblanc. Les deux comités fonctionneront ensemble à partir de janvier 2011 dans la perspective de l'organisation commune d'un colloque scientifique l'année suivante.

En effet, s'appuyant sur l'enthousiasme des « pionniers », le Comité s'était fixé un programme ambitieux. Il faut particulièrement évoquer la préparation d'un premier colloque scientifique : « *Organiser les marchés agricoles, le temps des fondateurs ; des années 1930 aux années 1950* ». Jean Moulias s'était investi très fortement dans la préparation de ce colloque, qui s'est tenu les 5 et 6 avril 2012. Et la publication des actes de ce colloque, dans la Collection « Recherches » de l'éditeur Armand Colin, témoigne de l'intérêt des travaux entrepris par le Comité. Jean Moulias a dépensé également beaucoup d'énergie pour que les réflexions concernant l'étude de « la suite », c'est-à-dire la période FORMA (*Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles, 1961-1982*), avancent, et pour que la tâche immense de recueil de témoignages ne s'éteigne pas faute de disponibilités ou en raison des difficultés méthodologiques rencontrées et du manque de ressources budgétaires dédiées....

Jean Moulias avait bien entendu des centres d'intérêt qui lui tenaient personnellement à cœur. On citera l'urgence maintes fois rappelée de la réalisation des interviews des « anciens » « avant qu'il ne soit trop tard », et un appétit manifeste pour la recherche des éléments ayant concrètement sous-tendu certaines prises de décision des pouvoirs publics ou des professionnels à des moments-clés de l'histoire des politiques agricoles.

En septembre 2011, la préparation du colloque sur le « temps des fondateurs » battait son plein, les travaux de collecte de sources et de rédaction de fiches se poursuivaient, le projet de site web était lancé et les premiers éléments pour la rencontre sur le FORMA étaient réunis. Jean Moulias devait participer, le 25 septembre 2011, à la première réunion du comité de projet constitué pour préparer cette rencontre. « Ne reportez surtout pas la réunion, avancez sans moi, je suis tellement content que les travaux démarrent sur le FORMA.... Nous pourrons faire le point ensemble avant à la fin de l'année... ».

Il n'est pas exagéré de dire que la dose d'énergie, d'exigence, de passion, d'écoute, et de motivation, communiquée par Jean Moulias à toutes les personnes qu'il avait su convaincre de s'engager dans la création et l'animation d'un Comité d'histoire des Offices agricoles, a contribué, non seulement à la poursuite des travaux engagés, mais au lancement de nouveaux questionnements et de nouveaux chantiers.

La continuité est désormais assurée sous le pilotage d'Edgar Leblanc, son compagnon de route dans cette aventure, qui a bien voulu accepter d'être nommé président du Comité d'Histoire des offices agricoles.

Octobre 2013 - Françoise Langevin-Mijangos, avec la relecture attentive de plusieurs membres du Comité d'histoire.